

JOKE A DIT !!!

Fanzine de l'état d'urgence sociale - Groupe Joke - www.joke-joke.net

Les émeutes qui se sont répandues en France n'étaient manipulées ni par des trafiquants, ni par des "islamistes", comme les médias et les politiques aiment le répéter. Elles furent spontanées et bien qu'elles ne portent pas de projet de société clair, elles sont profondément politiques !

S'ils ne savent pas très bien ce qu'ils veulent, ceux qui se rebellent savent ce qu'ils ne veulent plus : les contrôles généralisés, les rafles de sans-papiers, la répression policière, les expulsions des logements et du territoire, le chômage, la précarité, la haine médiatique et politique, la discrimination sous toutes ses formes, la violence des institutions depuis l'école jusqu'aux médias, de la justice et de la police, la casse de tous les acquis sociaux qui protégeaient un tant soit peu le peuple. C'est de là que proviennent d'abord les violences.

Police partout, justice sociale nulle part !
Une violence vient d'en bas et elle se dresse face à toutes celles qui pleuvent d'en haut. Toute révolte a été accompagnée de dérapages. On ne doit pas se cacher derrière pour dénoncer les classes populaires en effusion. Effectivement, brûler la voiture de son voisin lorsqu'il subit le même type d'injustice, ce n'est ni juste ni constructif. Mais est-ce là le centre de ces événements et la seule chose qu'il faille retenir?

LA VRAIE RACAILLE EST AU POUVOIR !



Ce sont aussi les symboles d'un pouvoir et d'une économie méprisantes et agressives qui ont été touchés au cœur : commissariats, concessionnaires automobiles, entreprises, transports payants, structures municipales.
Pour savoir ce que nous voulons faire de cette société il faut stopper le travail et la consommation à outrance, c'est là toute notre force et notre meilleure arme. Plutôt que de nous diviser, elle nous rassemble. Bloquons la machine économique, celle qui dirige les politiques et les forces de la répression. Profitons de ce temps et de ces espaces libérés pour échanger, nous retrouver et construire quelque chose de différent.
L'état d'urgence est décrété, il avait été mis en place pendant la guerre d'Algérie (1955) et utilisé contre les révoltes en Kanakie (1984) : l'Etat prend les quartiers populaires pour ses colonies. Au delà de cette logique sécuritaire, l'Etat cherche à nous mettre au pas et au travail forcé (apprentissage dès 14 ans, Contrat Nouvelle Embauche, RMA...).

La répression est sans merci du côté de l'Etat, 483 personnes ont été incarcérées dont 108 mineurs : nous devons les soutenir. Les prisons débordent de pauvres et d'exclus, nous n'en voulons plus. Personne ne doit se taire, nous sommes tous et toutes responsables de ce qui est en train de se passer, prenons notre avenir en main !

Soutien aux victimes de la répression: Amnistie!
Qui sème la misère, récolte la colère !

SANS-PAPIERS EN LUTTE !

Après de nombreuses actions pour interpeller les représentants du pouvoir, le 9ème collectif des sans-papiers expulsé de la permanence de l'UMP.

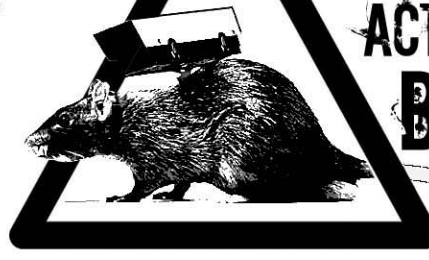
Plusieurs dizaines de sans-papiers ont été expulsés par la police de la permanence de l'UMP à Asnières (Hauts-de-Seine) qu'ils occupaient. Une jeune-femme a été évacuée à l'hôpital Beaujon de Clichy (Hauts-de-Seine) à la suite d'une crise d'épilepsie après avoir été aspergée de gaz lacrymogène.

Après plusieurs heures de négociation avec le directeur du cabinet du député-maire d'Asnières, M. Aeschlimann, conseiller de Sarkozy, les sans-papiers ont été violemment expulsés de la permanence. Une délégation d'une soixantaine de personnes du 9ème collectif avaient occupé la permanence qui tenait portes ouvertes afin d'être reçus par M. Aeschlimann "pour obtenir la régularisation de tous les sans-papiers". Ce collectif avait déjà occupé le 4 novembre une annexe du conseil général

des Hauts-de-Seine pour rencontrer son président Sarkozy. Après plusieurs heures de négociations, ils avaient été évacués par les CRS. Une quarantaine de sans-papiers avaient également envahi en septembre la mairie de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), réclamant la régularisation d'un des leurs et demandant à voir le ministre de l'Intérieur Sarkozy, ancien maire de la commune. (Source AFP)

Le 9ème collectif occupe depuis début novembre une salle municipale de Nanterre, en face des bureaux de Sarkozy au Conseil Général du 92. Venez nombreux les soutenir : salle municipale Soufflot 17 Avenue Soufflot à Nanterre RER Nanterre Prefecture / Nanterre Université.

L'ATTACHE DES CLOWNS ①



ACTION CONTRE LA BIOMETRIE

Première action contre la biométrie et les recommandations du lobby sécuritaire Gixel dans un lycée. Bilan : 15000 euros de dégâts et 3 clowns militants inculpés.

Le 17 novembre, à l'heure de midi, une vingtaine de clowns ont pénétré en chantant dans le réfectoire du Lycée de la Vallée de Chevreuse (91). Cet établissement, situé dans la technopole de Saclay qui regroupe des laboratoires du CEA, CNRS, Polytechnique, Danone... expérimente un dispositif biométrique pour contrôler le flux des élèves au self. Tandis que certains improvisaient un sketch et donnaient des tracts, les deux lecteurs biométriques ont été totalement détruits à coups de marteau. Ils avaient improvisé à cet effet un périmètre de sécurité pour protéger les personnes présentes. Alors que les individus déguisés sortaient du lycée, des surveillants et des élèves les ont violemment pris à partie. 3 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue. Elles ont comparu hier après-midi au tribunal d'Evry, le procès aura lieu le 16 décembre. Les dégâts sont estimés à plus de 15000 euros. Cette action est revendiquée par un collectif qui dénonce les dispositifs de surveillance et de contrôle social,

dont la surenchère est entretenue par les instituts de recherche et les industries High Tech. Notons que l'installation du lycée de la Vallée de Chevreuse est rigoureusement conforme aux consignes du GIXEL, le lobby des industries de l'interconnexion, des composants et des sous-ensembles électroniques, qui conseille dans son « Livre Bleu » remis au gouvernement : "La sécurité est très souvent vécue dans nos sociétés démocratiques comme une atteinte aux libertés individuelles. Il faut donc faire accepter par la population les technologies utilisées, et parmi celles-ci, la biométrie, la vidéosurveillance et les contrôles. Plusieurs méthodes devront être développées par les pouvoirs publics et les industriels pour faire accepter la biométrie. Elles devront être accompagnées par un effort de convivialité par une reconnaissance de la personne et par un apport de fonctionnalités attrayantes : Education dès l'école maternelle, les enfants utilisent cette technologie pour rentrer dans l'école, déjeuner à la cantine (...)"

DES DATES & DES SCEUDS

EN VENTE SUR LES TABLES DE PRESSE DU GROUPE LORS DES CONCERTS

Corbeaux - 4 titres - autoprod. PRIX LIBRE

JOKE + LES SKALOPES 04/01/06 - Guinguette Pirate - Paris

Pour connaître les DATES de concerts, s'abonner à la newsletter, en savoir plus sur le groupe et ses disques, participer au forum, se tenir au jus, rendez vous sur : WWW.JOKE-JOKE.NET

UN PEU D'HISTOIRE - CONSTITUTION DE 1793

Article 35 - Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.